



PRÉFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Châteauroux, le 6 juin 2018

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

S3IC : 100.13469

N/ Réf : -VF/Syndicat des Marneurs/Pellevoisin

V/Réf :

## INSTALLATIONS CLASSEES

**Syndicat des exploitants agricoles  
Marneurs de la région de  
Selles-sur-Nahon**

Commune de Pellevoisin

**Demande d'autorisation  
d'exploiter une carrière**

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par lettre en date du 25 juin 2017, Monsieur Alain PENIN agissant en qualité de Président du Syndicat des Exploitants Agricoles Marneurs de la région de Selles-sur-Nahon, dont le siège social est actuellement situé à la Mairie – 36180 SELLES-SUR-NAHON sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de marne aux lieux-dits « Chassenay » et « Quasimaillet », parcelles cadastrées n° ZK 10, 11 et 12, sur le territoire de la commune de Pellevoisin, pour une période de 13 ans.

A cet effet, un dossier auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 30 juin 2017, complété le 13 novembre 2017 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 30 novembre 2017.

Le présent rapport est rédigé en application de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement compte tenu de cette demande, et au vu du dossier d'enquête publique ainsi que des avis des services transmis par M. le Préfet par bordereau du 22 juin 2016.

### 1. OBJET DE LA DEMANDE

#### 1.1 Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre de la rubrique indiquée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Nature de l'installation
2510-1	A	Exploitation de carrière	-	Superficie totale : 9 ha 36 a 27 ca Superficie exploitable : 7 ha 80 a 57 ca Production maximale : 9 000 t/an Production moyenne : 7 000 t/an

A : Autorisation

## **1.2. Description du pétitionnaire, description de l'établissement et historique administratif**

### **Description du pétitionnaire**

Le Syndicat des exploitants agricoles Marneurs de la région de Selles-sur-Nahon est une structure de type collaboratif créée le 1<sup>er</sup> août 1983, qui a pour mission de mettre à disposition de ses adhérents agriculteurs un amendement naturel économique et de qualité, dans le but de neutraliser l'acidité des sols.

Son siège social est implanté à la Mairie de Selles-sur-Nahon (36180). Sa circonscription géographique s'étend sur les communes du canton d'Ecueillé, ainsi que des communes des départements limitrophes, et comprend les terres exploitées par les agriculteurs adhérent au syndicat.

Toutes les opérations liées à la carrière seront sous-traitées à l'entreprise TLSB et à son gérant M. Philippe VIGROUX (gestion administrative, Direction de la carrière, gestion de sécurité, gestion des transports, relations avec les bureaux de contrôle et les services administratifs et la DREAL). Les engins et chauffeurs seront loués ponctuellement à d'autres entreprises.

### **Description de l'établissement et historique administratif**

La carrière, dont l'autorisation est sollicitée par le Syndicat des exploitants agricoles Marneurs de la région de Selles-sur-Nahon, constitue un nouveau site exploité en continuité de la précédente carrière implantée à proximité, au lieu-dit « Beauchamps ». Elle concerne l'extraction de marnes à Ostracées du Cénomanien (crétacé supérieur) à hauteur de 9 000 tonnes maximum annuels pour une durée de 13 ans, comprenant la remise en état (cf. plan de situation en annexe).

Le dossier précise que l'exploitation de la marne par un syndicat professionnel permet de limiter les coûts sur le plan structurel d'amendement pour les exploitants agricoles adhérents, et contribue à l'équilibre économique de structures fortement sollicitées par les crises agricoles successives de ces dernières années.

Le syndicat était titulaire d'une autorisation d'exploiter une carrière de marne sur cette même commune, au lieu-dit « Beauchamp » à proximité immédiate (délivrée par arrêté préfectoral du 24 mai 2006 pour une durée de 10 ans, puis prolongée par arrêté préfectoral du 3 août 2016 jusqu'au 21 décembre 2017), et dont l'installation est en cours de cessation d'activité. La plate-forme et une petite aire technique pour le ravitaillement de la pelle mécanique en carburant seront conservées pour l'exploitation du présent projet.

## **1.3. Présentation de la demande**

La carrière est implantée au Nord-Est de la commune de Pellevoisin, en bordure de la RD 15, aux lieux-dits « Chassenay » et « Quasimaillet » à 3 km du centre bourg et à environ 1,5 km du centre bourg de la commune voisine Fréville. L'habitation la plus proche se situe à 70 m au Sud-Est du site au hameau « Bois du Devant ». L'exploitation des parcelles comprend le chemin rural qui lie la RD 15 (parcelles ZK 11) et qui sera dévié durant l'exploitation, tout en maintenant la sortie existante sur la RD 15, puis rétabli lors de la remise en état du site.

Le projet de carrière porte sur une emprise foncière de 55 000 m<sup>2</sup>, dont 44 000 m<sup>2</sup> exploitables, sur les parcelles cadastrées ZK n 10, 11 et 12. Les terrains sont actuellement employés à l'usage agricole pour la culture de blé, d'orge et de colza. L'emprise comprend également la parcelle cadastrée ZK 42, implantée sur l'ancienne carrière située à proximité immédiate, sur laquelle sont installés un bungalow de chantier et la plate-forme bétonnée de stationnement et de ravitaillement des engins.

Hormis un volume correspondant à 30 cm de décapage de terre végétale, soit 13 200 m<sup>3</sup>, qui sera stockée en merlons périphériques selon les contraintes d'exploitation, il n'y aura pas d'enlèvement de matériaux de découverte au droit du projet.

L'extraction des matériaux (marne sous forme de lentille orientée d'Ouest en Est d'environ 4 m d'épaisseur et de 150 m de large) sera effectuée à la pelle hydraulique au godet à lames plates, par bandes longitudinales d'une largeur d'environ 10 mètres orientées Nord-Sud en

trois passes, afin de déliter le gisement en produit plus fin. Le matériau sera ensuite étalé par une pelle en une couche de 20 centimètres qu'elle écrasera par des allers-retours par un chenillage en vue de réduire la granulométrie. Les fronts auront une hauteur maximale de quatre mètres au Sud de la parcelle et leur hauteur diminuera progressivement vers le nord pour se raccorder au niveau de la parcelle voisine.

Un plan de phasage est joint en annexe du projet d'arrêté préfectoral.

Le volume estimé de matériaux exploitables s'élève à 60 000 m<sup>3</sup> soit 90 000 tonnes. La cote minimale du carreau sera de 152 m NGF. La production maximale sollicitée est de 9 000 tonnes par an, pour une production moyenne de 7 000 tonnes par an.

La progression de l'exploitation se fera de l'Est vers l'Ouest par bandes perpendiculaires à la RD15 sur une période de trois à quatre semaines en juillet et en août de chaque année. La carrière ne disposera d'aucune installation de traitement ou de transit. Les matériaux extraits seront transportés par des camions semis benne ou par des porteurs (PTRA de 26 tonnes) sur les parcelles des agriculteurs qui adhèrent au syndicat pour y être répandus.

L'évacuation des matériaux se fera, par campagne, par le chemin de Beauchamp puis par la route départementale RD15 et couvrira essentiellement le département de l'Indre et les départements limitrophes (Cher, Indre-et-Loire) sur un périmètre de 100 km.

L'exploitation de la carrière est sollicitée pour une durée de 13 ans, incluant deux tranches de cinq ans et une dernière tranche de trois ans pour l'extraction des matériaux. La remise en état sera réalisée au fur et à mesure de la progression de l'extraction des matériaux, conformément aux plans de phasage annexés au projet d'arrêté.

La remise en état consiste au régallage des terres végétales stockées en merlon en périphérie, en couche de 30 cm au buteur, au détasement suivi par la remise en culture des terres par le propriétaire exploitant :

- au Sud, le terrain du champ sera raccordé au niveau de la route par un talus,
- au Nord, la pente de la surface remise en état se raccordera sans dénivelé et sans talus à la pente naturelle,
- à l'Est et à l'Ouest, les raccordements à la bordure du chemin de Beauchamp et au chemin d'exploitation n° 11 se feront par talutage de faible pente.

Le sens de la pente sera conservé ne créant ainsi aucune rétention d'eau qui s'écoulera naturellement dans la direction historique. La géométrie de l'état final du site sera cohérente avec la géométrie actuelle. La pente générale, conditionnant l'écoulement des eaux, sera maintenue vers le Nord.

#### **1.4. Cadre administratif de l'instruction**

Le projet déposé par le pétitionnaire constitue une exploitation de carrière, soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le dossier constitué, selon les dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9, a donc été instruit selon les règles de procédure prévues par les dispositions des articles R. 512-14 à R. 512-26 du Code de l'Environnement.

Le projet est implanté en zone A du Plan Local d'Urbanisme de la commune qui autorise l'exploitation des carrières.

Le Syndicat des Exploitants Agricoles des Marneurs de Selles-sur-Nahon possède la maîtrise foncière des terrains et possède l'accord de la commune de Pellevoisin pour la remise en état des lieux. De plus, un contrat de forage a été passé entre M. KLAUTH, également propriétaire des parcelles de la carrière implantée au lieu-dit « Beauchamp », avec l'accord de la commune de Pellevoisin sur le projet de carrière d'extraction dans l'emprise du chemin et sur le déplacement de celui-ci qui sera remis à l'état initial.

En vertu du 5° de l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, la présente demande d'autorisation, régulièrement déposée entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 juin 2017, est instruite selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance, conformément à la demande du pétitionnaire.

## **2. PROCEDURE D'INSTRUCTION**

### **2.1. Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale**

La mission régionale d'autorité environnementale a émis le 2 février 2018 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis a conclu que *« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude des dangers est globalement en relation avec l'importance des effets et des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement. »*

*Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.*

*Par ailleurs, au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer, réduire ou compenser les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse des enjeux environnementaux et les effets potentiels du projet »*

**La mission régionale d'autorité environnementale recommande néanmoins :**

- **que la description (localisation, mesures de gestion, ...) de la mise en place des « bandes refuges » pour la faune et la flore ainsi que le bénéfice attendu de cette mesure soient mieux explicités,**
- **la réalisation d'une campagne de mesures sonores lors de la mise en service du site pour vérifier l'efficacité des mesures mises en place (merlon) pour limiter le niveau de bruit. »**

Par courrier du 23 février 2018, M. VIGROUX a informé l'inspection que le Syndicat des exploitants agricoles Marneurs de la région de Selles-sur-Nahon n'apporterait pas de réponse à l'avis émit par la mission régionale d'autorité environnementale.

### **2.2. Enquête publique**

Une enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral du 18 janvier 2018. Elle s'est déroulée du 19 février au 24 mars 2018 inclus, sur le territoire de la commune de Pellevoisin, après publications légales de l'avis dans la presse et affichage en mairies et sur le site.

L'enquête publique a concerné les communes implantées dans le rayon d'affichage de 3 km : d'Argy, Frédille, Géhée, Heugnes, commune nouvelle de Levroux, Pellevoisin, Saint-Pierre-de-Lamps, Selles-sur-Nahon et Sougé.

Le commissaire enquêteur souligne que le dossier réalisé par l'entreprise TLSB est très bien détaillé et que les documents administratifs, les textes applicables à la demande d'autorisation d'exploiter une carrière de marne développe tous les sujets relatifs au demandeur. Il informe que l'enquête publique s'est déroulée dans un climat serein et constructif.

#### **Registre d'enquête**

Dans son rapport d'enquête du 19 avril 2018, le commissaire enquêteur mentionne « l'absence totale du public ». Cependant, le registre fait état de la visite de M. et Mme THOMAS le 19 février pour une prise de connaissance du dossier et quelques interrogations. L'enquête publique n'a suscité aucune observation écrite lors des permanences et aucune remarque ou observation n'a été formulée sur le registre d'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a transmis ses observations à M. VIGROUX par voie orale le jour de la clôture de l'enquête publique puis notifiées par procès-verbal dans les 48 heures. Suite aux observations émises par les services consultés, le commissaire enquêteur propose au pétitionnaire de :

- mettre en place des cuvettes de rétention ou bassin de rétention qui stopperaient l'invasion des arrivées d'eau excessives au droit du site envisagé,
- stocker les produits polluants, voire peut-être dangereux, dans le bâtiment implanté sur l'ancienne carrière située à proximité immédiate,

- de maintenir l'étude acoustique à titre de garantie annuelle,
- bâcher les véhicules et limiter la vitesse des transporteurs, surtout au passage du « Bois devant ».

Le Commissaire enquêteur a rappelé à M. VIGROUX qu'il avait un délai de 15 jours pour transmettre ses observations consignées dans un mémoire.

Par courriel adressé au commissaire enquêteur le 11 avril 2018, M. VIGROUX a déclaré avoir apporté des réponses claires et simples au dossier, et que par conséquent il ne donnerait aucune suite à l'enquête publique.

### **2.3. Avis du commissaire enquêteur**

Au vu des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière de marnes présenté à l'enquête publique, Monsieur Jean-Claude VACHER, en sa qualité de commissaire enquêteur, a émis le 19 avril 2018 un **avis favorable** motivé au projet d'ouverture d'une carrière de marne à ciel ouvert située aux lieux-dits « Chassenay » et « Quasimaillet », sur la commune de Pellevoisin.

Le commissaire enquêteur considère que la demande d'exploiter cette carrière répond aux questions économiques, sociales et environnementales et notamment par un besoin de production d'un amendement naturel local et par le maintien d'une activité économique traditionnelle sur la commune de Pellevoisin.

### **2.4. Avis des conseils municipaux**

Le conseil municipal de la commune d'Argy, par délibération du 22 février 2018, a émis un avis favorable au projet à l'unanimité.

Le conseil municipal de la commune de Frédille, par délibération du 6 avril 2018, a émis un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de la commune de Géhée, par délibération du 5 mars 2018, a émis un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de la commune de Heugnes, par délibération du 6 mars 2018, a émis un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de la commune nouvelle de Levroux, par délibération du 16 février 2018, a émis un avis favorable au projet à l'unanimité.

Le conseil municipal de Pellevoisin avait, par délibération du 23 juin 2017 et antérieurement au dépôt du dossier de demande d'autorisation, autorisé le Syndicat des Exploitants Agricoles Marneurs de Selles-sur-Nahon à exploiter une nouvelle carrière de marne au lieu-dit « Chassenay-Quasimaille ».

Le conseil municipal n'a pas délibéré à nouveau sur le projet.

Le conseil municipal de la commune de Saint-Pierre-de-Lamps, par délibération du 16 février 2018, a émis un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de la commune de Selles-sur-Nahon, par délibération du 22 mars 2018, a émis un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de la commune de Sougé, par délibération du 15 mars 2018, a émis un avis favorable au projet.

### **2.5. Avis des services et organismes consultés**

#### **2.5.1. En application de l'article R. 512-21-I du code de l'environnement**

#### 2.5.1.1. Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) du Centre-Val de Loire

Par courrier du 2 janvier 2018, l'ARS :

- constate que selon les intervalles d'observation acoustique, les résultats obtenus sont très différents malgré la proximité des points de mesure,
- s'interroge sur la représentativité du niveau de bruit résiduel de la zone concernée et de la réalisation, uniquement au droit de la demeure la plus proche, d'un merlon de 2 m de hauteur lorsque l'exploitation se rapprochera à moins de 150 mètres,
- considère que les mesures compensatoires pour atténuer l'impact sonore du site d'exploitation sont insuffisamment appréhendées, d'autant plus que le critère de tonalité marquée n'a pas été développé,
- émet les prescriptions suivantes :
  - le pétitionnaire devra prendre toute précaution pour éviter que les activités du site entraînent une perturbation des écoulements des eaux en profondeur risquant de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines,
  - tout stockage de produits polluants (hydrocarbure, ...) devra être sécurisé afin d'éviter un risque de pollution accidentelle des eaux souterraines

#### ⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire du 4 février 2018

Concernant l'impact sur l'alimentation en eau potable, le pétitionnaire justifie le fait qu'il n'y aura aucune possibilité de perturbation de la qualité des écoulements souterrains au droit du site envisagé, mentionne qu'il n'y aura aucun stockage permanent de produits polluants sur le site et que le cas d'une éventuelle dispersion de produits nocifs est étudié dans l'étude de danger.

Concernant l'impact sonore sur l'environnement, le porteur de projet rappelle que les mesures acoustiques ont été réalisées selon la méthodologie de la norme NFS 31-010 « Caractérisation et mesurage des bruits sur l'environnement » et que les 4 points de mesure ont été implantés à l'extérieur des habitations et au plus près du projet de l'installation projetée. Les mesures ont été effectuées pour caractériser le niveau sonore régnant actuellement au droit des habitations les plus proches, en dehors de toute activité sur le site. L'intervalle de mesurage choisi était de 32 minutes, conformément à la norme NFS 31-010 (supérieur à 30 mn) : le point de mesure des « Chevreuils » est en bordure immédiate de la RD 15 et celui du « Bois du Devant » est en recul de 65 m par rapport à cette voie, ce qui justifie que la seconde valeur soit inférieure à la première.

Concernant la mise en place d'un merlon de 2 m de hauteur, le porteur de projet explicite que cela est issu de l'analyse prévisionnelle pendant le fonctionnement de l'activité qui relève de l'application de formules mathématiques et que ce choix offre une marge suffisante pour appréhender au mieux l'incidence sonore et l'atténuation obtenue par la prise des mesures de protection.

Concernant les tonalités marquées, le porteur de projet mentionne que celles-ci seront calculées lors du contrôle prévu à la mise en service de l'installation.

#### ⇒ Remarque de l'inspection des installations classées

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport précise qu'aucun produit chimique susceptible de créer une pollution n'est stocké sur le site, conformément à l'engagement du pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation, et prévoit la réalisation d'une mesure de la situation acoustique dès l'ouverture de la carrière.

#### 2.5.1.2. Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Par courrier du 20 février 2018, l'INAO informe que le projet de carrière est situé dans l'aire géographique de l'AOP « Sainte-Maure de Touraine » et « Valençay », ainsi que dans l'aire de production des IGP « Val de Loire », « Agneau du Limousin », « Rillettes de Tours » et « Volailles du Berry ». Toutefois, l'INAO conclut à l'absence d'incidence de l'activité projetée sur l'AOP et les IGP concernées, et ne formule pas d'objection à la réalisation de ce projet.

### **2.5.2. En application de l'article R. 512-21-II du code de l'environnement**

#### 2.5.2.1. Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Centre-Val de Loire – Service régional de l'archéologie

Par courrier du 26 janvier 2018, la DRAC a transmis à la préfecture de l'Indre l'arrêté préfectoral n° 18/0040 du 26 janvier 2018, définissant les modalités de saisine du préfet de région au titre de l'archéologie préventive. Cet arrêté informe du contexte archéologique sur la

commune de Pellevoisin (motte castrale, enceinte et ferrier dans le bois de la Jarrerrie au Sud) et stipule que l'exploitant saisira le Préfet de région en fonction de l'avancement de chaque tranche de travaux au moins 8 mois avant le début de ceux-ci.

⇒ Remarque de l'inspection des installations classées

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prévoit une prescription supplémentaire dans ce sens.

2.5.2.2. Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) du Centre-Val de Loire – Unité Départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Indre (UDAP)

Par courrier du 23 janvier 2018, l'UDAP informe qu'elle n'a aucune observation particulière à formuler.

2.5.2.3. Direction Départementale des Territoires (DDT) – Service Appui Transversal et Transition Énergétique

Par courrier du 8 mars 2018, la DDT mentionne :

- concernant les sols : au regard de la topographie des zones de Beauchamps et Chassenay/Quasimaillet, une différence notable survient rendant optimiste la remise en état du site en laissant percevoir un effet de cuvette important et impliquant une érosion sur le court terme. De plus, le principe d'un talutage de pente « un peu plus accentué » interroge sur l'intérêt de la remise en état agricole des terrains sur les 30 à 40 m en bordure de la RD 15 en talutage accentué, ce qui impliquera une érosion sur le court terme, et sur le déplacement du chemin (parcelle ZK 11) et de l'exploitation de la partie située à l'Est de ce chemin (parcelle ZK 12),
- concernant la faune, la flore, les milieux aquatiques : étant donné que le site du projet est en haut d'un bassin versant, rendant peu probable la présence de zones humides, il aurait été souhaitable d'identifier des zones humides au droit du projet,
- concernant la route et la sécurité routière : le pétitionnaire apportera une attention particulière sur le risque de dégradation ou de salissure de la voie publique et notamment sur la RD 15,
- concernant l'exploitation : le présent projet s'inscrit dans une démarche essentiellement commerciale et extérieure au territoire du syndicat.

De plus, l'avis conclut :

- que le projet est compatible avec le document d'urbanisme de la commune de Pellevoisin ainsi qu'avec le document d'orientation et d'objectif du ScoT du Pays de Valençay en Berry,
- qu'il serait souhaitable que l'emprise de la carrière soit intégrée au mieux dans son objet qui vise à la restitution à l'agriculture sans remblayage de l'excavation, en tenant compte de la topographie particulière du site et de son adaptation à l'environnement sur les principes durables d'évaluation-amélioration.

⇒ Mémoire en réponse du pétitionnaire

Par réponse en date du 22 avril 2018, le pétitionnaire spécifie que :

- concernant la remise en état du site :
  - \* le principe de remise en état retenu n'est pas de travailler en alignement sur une géométrie de parcelle cadastrale.
  - \* le déplacement du chemin est imposé par la nécessité d'exploiter l'ensemble du gisement de forme lenticulaire orienté Est/Ouest, en optimisant le taux de récupération de la marne et la forme du terrain remis en état. La suppression de celui-ci engendrerait un coût de cession important et des difficultés sans l'optimisation de remise en état.
  - \* un talutage plus accentué le long de la RD 15 présenterait un risque accru pour les usagers en cas de sortie de courbe non maîtrisée,
- concernant l'étude des zones humides : la zone d'implantation étant située en ligne de crête dans des terrains de type calcaire, l'absence de zone humide est avérée, ce qui ne nécessite pas d'étude sur le sujet,
- concernant les risques routiers et la sécurité routière : les risques sont pris en compte et présentés dans le dossier,
- concernant l'exploitation du site et son intérêt : les objectifs du Syndicat sont clairement décrits dans la demande d'autorisation d'exploiter, l'intérêt de développer les ventes du produit sont essentiellement la maîtrise des coûts et l'implication de la société TLSB se limite à un



*rôle de prestataire de service auprès du Syndicat et n'intervient ni sur la fixation des prix, ni sur le volume des ventes et ni dans la commercialisation.*

**⇒ Remarque de l'inspection des installations classées**

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prévoit une prescription relative à la protection des voies de circulation.

**2.6. Avis du Conseil Départemental**

Par courrier du 5 février 2018, le Conseil Départemental a émis un avis favorable au projet d'exploitation de la carrière, accompagné de deux prescriptions :

- la mise en place systématique d'une signalisation temporaire pendant chaque période de livraison,
- le dépôt d'une demande d'arrêt de circulation via le site internet « Indre.fr – <https://arretescirculation36.fr> » qui sera instruit et rédigé par l'unité territoriale de Vatan.

**⇒ Remarque de l'inspection des installations classées**

Le projet d'arrêté préfectoral, joint au présent rapport, prévoit une prescription dans ce sens.

**3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

**3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire**

Les enjeux environnementaux principaux, susceptibles d'être impactés par le projet, sont : l'eau, la biodiversité (faune / flore), le paysage, les nuisances telles que bruit, poussières et trafic de véhicules.

**3.1.1. Protection des eaux superficielles et souterraines**

Le site est implanté en haut du bassin versant du Nahon, à 800 m environ, affluent en rive gauche du Cher. Le projet est concerné par trois masses d'eau souterraine du « Cénomaniens » (réservé à l'alimentation en eau potable) et du « Jurassique » présentant un bon état qualitatif, contrairement à l'état quantitatif jugé mauvais, d'où le classement en Zone de Répartition des Eaux de la nappe du Cénomaniens.

La commune de Pellevoisin ne comptabilise aucun captage d'alimentation en eau potable ni de périmètres de protection de captages. Toutefois un puits domestique de 8,20 m de profondeur a été recensé à 400 m environ du projet, utilisé uniquement pour l'arrosage personnel de son propriétaire. Par contre, la commune est classée en Zone Vulnérable aux nitrates 2015.

La carrière sera établie sur un point topographiquement élevé du bassin versant. Les eaux de ruissellement sur la carrière s'écouleront naturellement sur la parcelle cultivée en aval dans les mêmes quantités que lorsque la parcelle est cultivée. Les particules de marne entraînées par le ruissellement contribueront à sa fertilisation.

Les travaux n'impacteront pas les écoulements superficiels des eaux et ne généreront pas de rétention d'eau sur le site.

Les engins seront ravitaillés en carburant sur la plate-forme étanche prévue à cet effet et localisé sur l'ancienne carrière. Les eaux collectées par cette plate-forme passent par un séparateur à hydrocarbures qui traite les eaux avant rejet. Une cuve double peau de 500 litres sera acheminée sur cette même plate-forme, tous les deux jours en moyenne, pour le ravitaillement de la pelle.

L'étude d'impact spécifie que :

- un kit anti-pollution sera disponible dans le véhicule de liaison en cas de fuite accidentelle (rupture de canalisation),
- le réservoir aquifère du Cénomaniens, au droit du site, est protégé par une couche de marne à Ostracée imperméable d'une puissance de 30 à 35 mètres, ce qui protège la nappe phréatique,



- en cas de rupture de flexible ou de conduite d'alimentation en carburant, les matériaux pollués seront évacués en site de traitement homologué,
- aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé pour les besoins de l'exploitation. Aucun traitement ou lavage des matériaux n'est réalisé sur le site.

### 3.1.2. Protection faune / flore

L'étude Faune/Flore réalisée par « Indre Nature » mentionne la présence d'une zone humide à 300 m du site, sans qu'il n'y ait d'intérêt connu. Elle renseigne également sur l'absence de corridor écologique sur et à proximité du site.

L'expertise conclut que :

- l'intérêt floristique est modéré. Deux espèces classées « déterminantes » en région Centre – Val de Loire sont susceptibles d'être impactées par le projet : le Peigne de vénéus et la Mauve hirsute qui sont localisées en bordure du champ,
- l'intérêt faunistique est pauvre à modéré : aucune espèce à enjeux des plaines agricoles ouvertes n'a été recensée.

Afin de préserver la biodiversité des espèces, le porteur de projet mettra en place une bande de refuge de 5 m de large au Sud le long de la route et de 10 m sur les côtés Est et Ouest en bordure d'exploitation qui sera soit entretenue une fois par an, soit laissée en l'état en laissant une haie se développer permettant ainsi de créer une barrière visuelle avec le hameau du « Bois de Devant ». Ces bandes de refuges ne feront pas l'objet de traitements phytosanitaires. De plus, les merlons en bordure du site ne seront pas compactés et seront naturellement enherbés, fauchés annuellement en hiver sur la recommandation d'Indre Nature afin de ne pas impacter la micro-faune pouvant y nicher.

### 3.1.3. Impact paysager

La carrière est située sur un ensemble de plateaux et collines, au centre d'une zone agricole exploitée intensivement en céréales et entrecoupées de vallées. Le bois le plus proche est implanté à 560 m du site et la première haie agricole à 400 m.

La carrière est longée par la RD15 au Sud, la route de desserte (chemin de Beauchamp) du hameau de Beauchamp à l'Ouest qui sépare le site de l'ancienne carrière, en cours de cessation, et est traversée à l'Est par un chemin rural, qui sera momentanément déplacé à l'Est de la zone d'extraction, pendant la 1ère phase d'exploitation, afin de maintenir la circulation.

D'autre part, un sentier de randonnée « GR Pays de Valençay » passe à 320 m de l'extrémité Ouest du site, le long de la RD15 avant de bifurquer vers le Sud dans le bois de la Jarrerrie. La carrière sera visible sur un parcours d'environ 130 m.

Aucune installation de traitement des matériaux n'est présente sur la carrière. Les matériaux extraits étant chargés et évacués directement par camions, aucun stock de grande hauteur ne sera présent sur l'emprise de la carrière. Les terres de découverte sont stockées sous forme de merlons périphériques. De plus, l'impact visuel sera limité dans le temps puisque le réaménagement commencera la deuxième année après le début de l'exploitation afin de rétablir le paysage agricole d'origine. Enfin, le porteur de projet s'engage à rétablir le chemin de Quasimaillet à son emplacement initial lors du réaménagement de la phase 1.

### 3.1.4. Émissions sonores

L'activité du site a lieu du lundi au vendredi de 7 heures à 19 heures uniquement. Les habitations les plus proches et les plus impactées par la carrière sont situées aux lieux-dits « Chevreuil », à 50 m mais qui est actuellement inhabitée, « Bois de devant », à 70 m en face de l'installation, « Beauchamps », à 305 m dont l'habitant est le propriétaire des parcelles, et « Relon » à 470 m.

Les bruits émis par le site proviennent de l'utilisation quotidienne de la pelle hydraulique qui procédera à l'extraction et au chargement des camions, ainsi qu'à la circulation sur la RD15 qui longe la carrière.

L'étude acoustique relève un dépassement du seuil autorisé de + 6 dB au lieu-dit « Bois devant » lorsque l'exploitation se rapprochera à moins de 150 m de celui-ci.

Le porteur de projet s'engage à :

- édifier un merlon de deux mètres de hauteur de bordure de la RD15 et face à l'habitation des « Bois de devant », réduisant ainsi les effets de bruit et respectant le seuil réglementaire,
- limiter la vitesse de déplacement sur le site (30 km/h),
- respecter les horaires d'activité (7 h – 19 h),
- utiliser des matériels routiers récents, bien entretenus et les moins bruyants pour conduire l'exploitation,
- procéder à une étude acoustique dès l'ouverture du site, suivi d'un contrôle périodique.

De plus, la période d'extraction se fera sur une très courte période de 3 semaines, à partir de la moisson, entre juillet et août de chaque année.

### **3.1.5. Émissions de poussières**

Les émissions de poussières sur la carrière sont dues à l'activité d'extraction à la pelle hydraulique, au décapage des terrains, à la mise en merlon des terres de découverte, à la circulation des véhicules et aux opérations de chargement des camions. Ces phénomènes peuvent être accentués lors de périodes sèches. La présence de poussières sur le site peut entraîner des salissures sur les voies d'accès à la carrière. Le site n'accueillera aucune installation de traitement fixe ou mobile.

L'étude d'impact spécifie que la présence de poussière sera de très faible quantité dû à l'utilisation d'un seul engin pour l'exploitation de la carrière sur une durée annuelle de travaux très courte (4 semaines maximum) et que, lors du terrassement, la décohesion se fera sur un matériau intrinsèquement humide, ce qui n'engendrera pas d'émission de poussière. De plus, les poussières de nature calcaire seront diffusées sur les terres au Nord-Est de la zone sans risque d'atteinte pour les habitations, et une optimisation des livraisons devrait limiter le nombre de jour de livraison.

### **3.1.6. Trafic et voies de communication à la carrière**

La production annuelle maximum sera de 9 000 tonnes évacuée en totalité par camions d'une charge utile maximum de 30 tonnes, soit 30 mouvements de camions au maximum et 15 mouvements journaliers par sens de circulation, sur une durée de 4 semaines environ.

L'évacuation de matériaux s'effectue depuis la carrière sur la route départementale n° RD 15, via la voie communale «Beauchamp» répartis à moitié vers Pellevoisin et à moitié vers Frédille.

De manière à assurer la sécurité publique, des panneaux d'avertissement « sortie de camions », « chaussée glissante », « travaux », et limitation de vitesse seront implantés sur la RD 15 dans les deux sens de circulation (en direction de Pellevoisin et de Frédille).

Par mesure de sécurité et de propreté des voies de circulation, le trafic routier sera suspendu en cas de pluie ou de forte humidité du sol.

Une signalisation temporaire sera systématiquement mise en place pendant chaque période de livraison. De ce fait, une demande d'arrêt de circulation sera formulée sur le site Indre.fr – <https://arretescirculation36.fr> pour permettre son instruction et sa rédaction.

### **3.1.7 – Réseaux**

Un réseau électrique moyenne tension aérien, qui sert également de réseau téléphonique, est implanté sur le côté Sud de la RD15 au niveau du site.

Au coin de la parcelle cadastrée ZK 10, le réseau de télécommunication longe le chemin de Beauchamp, pour alimenter la ferme de M. KLAUTH. L'alimentation électrique de cette habitation surplombe l'extrémité Ouest de la parcelle.

Enfin, un réseau enterré de distribution d'eau potable chemine sous l'accotement Sud de la RD 15, ainsi que le réseau de transport « fibre » du RIP 36.

Le porteur de projet mentionne, dans l'étude d'impact, que le réseau à l'extrémité de la parcelle ZK 10 n'est pas problématique puisqu'il se trouve au-dessus de la bande de 10 m non exploitée.

### 3.1.8. Garanties Financières

Les garanties financières sont exigées par l'article L. 516-1 du Code de l'Environnement.

Pour les carrières, elles correspondent au coût des travaux de remise en état s'ils étaient réalisés par une entreprise extérieure, et non par l'exploitant lui-même. Cette obligation est destinée à permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant.

Le montant est déterminé selon les règles de calcul définies dans l'arrêté du 9 février 2004 modifié. L'indice TP01, ayant servi de base à la détermination des garanties financières, est celui de février 2018 paru au JO le 16 mai 2018, soit 107,80.

Le tableau ci-dessous, extrait du dossier de demande d'exploité et repris dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation, présente, pour les différentes phases d'exploitation, le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant :

Périodes	S1 (C1 = 17 320 €/ha)	S2 (C2 = 37 937 €/ha)	S3 (C3 = 19 792 €/ha)	S1C1 + S2C2 + S3C3	TOTAL en € TTC (α = 1,088)
Phase 1 (de 0 à 5 ans)	0,94 ha	0,74 ha	0,30 ha	50291,78	57 432,00 €
Phase 2 (de 5 à 10 ans)	0,76 ha	0,66 ha	0,20 ha	42160,02	48 147,00 €
Phase 3 (de 10 à 13 ans)	0,49 ha	0,2 ha	0,1524 ha	19090,5	21 801,00 €

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état

S3 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

Les plans correspondants à chaque phase sont annexés au projet d'arrêté.

### 3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit le stationnement obligatoire des engins sur l'aire étanche réalisée à cet effet pour l'exploitation de l'ancienne carrière. Cette prescription ne dédouane pas le pétitionnaire d'un curage du séparateur d'hydrocarbures si la cinétique de la crue le lui permet en toute sécurité.

## 4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Considérant que :

- le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au projet de création de la carrière ;
- l'ensemble des services consultés au cours de la procédure ont émis un avis favorable au projet et que les réserves énoncées ont été prises en compte dans la rédaction du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport ;
- la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » a correctement été déroulée ;
- le dossier de demande d'autorisation a fait l'objet de la procédure réglementaire complète d'instruction telle que prévue aux articles R. 512-2 à R. 512-24 du Code de l'Environnement, et notamment une enquête publique qui n'a fait apparaître aucune opposition au projet ;
- les mesures proposées par le Syndicat des Exploitants Agricoles Marneurs de la région de Selles-sur-Nahon dans son dossier de demande d'autorisation, les réserves émises par

les services consultés et complétées des dispositions prévues par le projet d'arrêté préfectoral, sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

Le service instructeur émet un avis favorable au projet d'exploiter une carrière de marne sur la commune de Pellevoisin.

## **5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Compte tenu des résultats de la procédure exposés dans le présent rapport, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de l'Indre de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par le Syndicat des Exploitants Agricoles Marneurs de la région de Selles-sur-Nahon sur le territoire de la commune de Pellevoisin, aux lieux-dits « Chassenay » et « Quasimaillet », sous réserve du strict respect des dispositions de la proposition d'arrêté préfectoral jointe.

L'inspection des installations classées propose également que le présent rapport soit soumis à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, dans sa formation carrières, conformément à l'article R. 512-25 du code de l'environnement.

L'inspectrice des installations classées

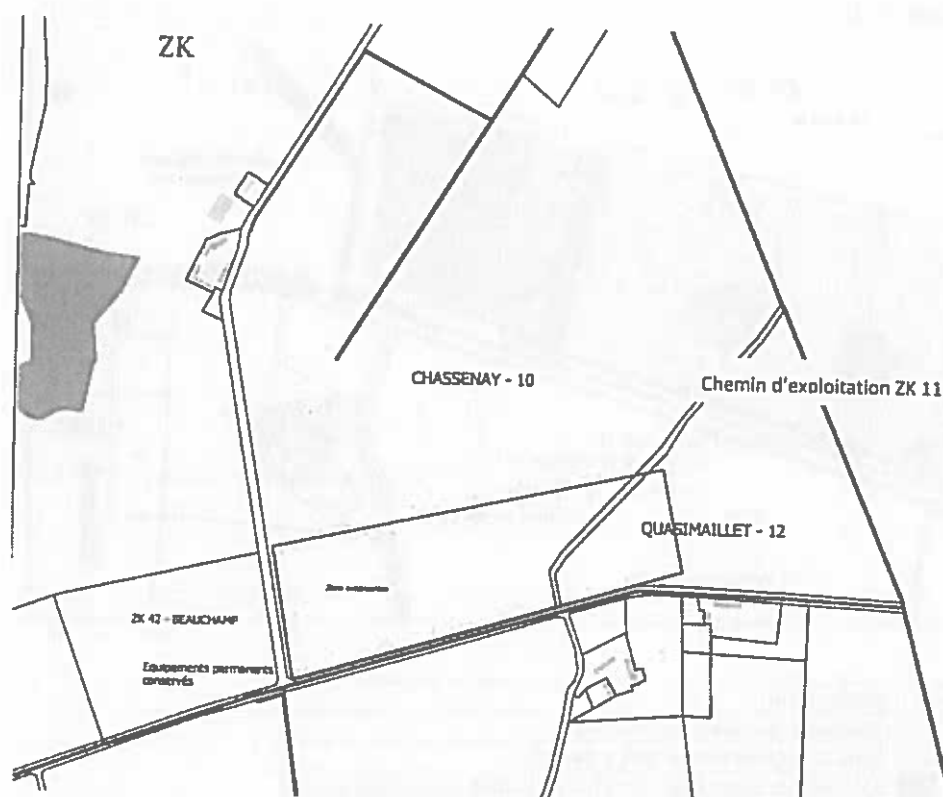
**Signé**

Vu et transmis avec avis conforme  
à monsieur le préfet de l'Indre,

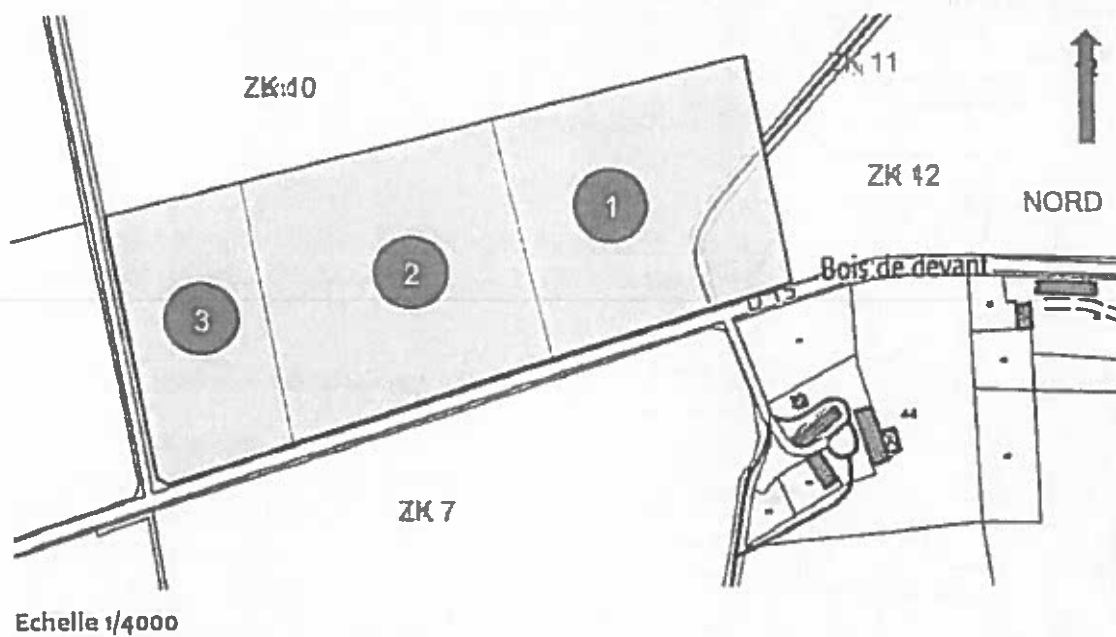
**Signé**

**P.J. : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter  
Plan de situation – Plans de phasage**

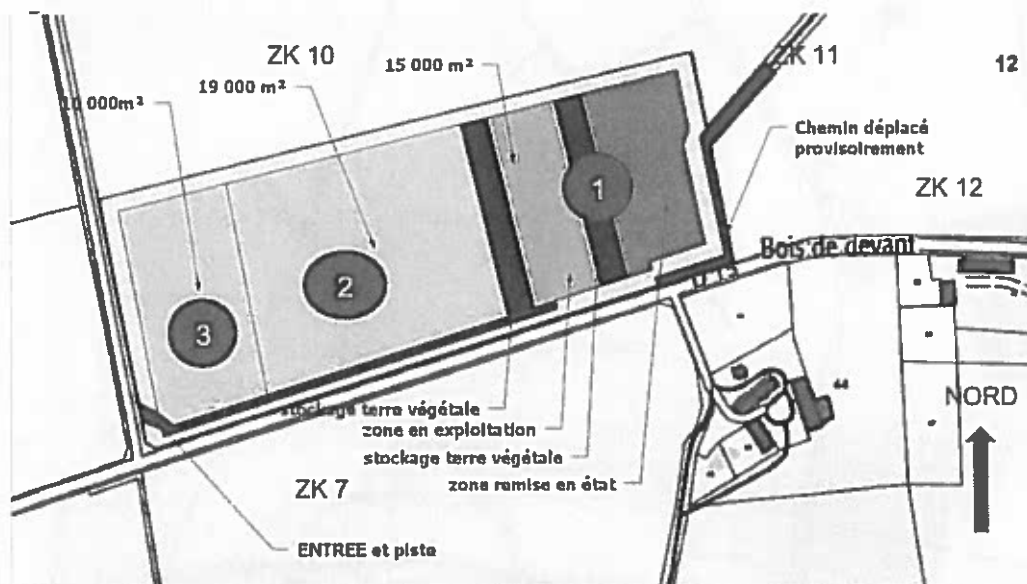
## Plan de situation



## Plans de phasage de la carrière



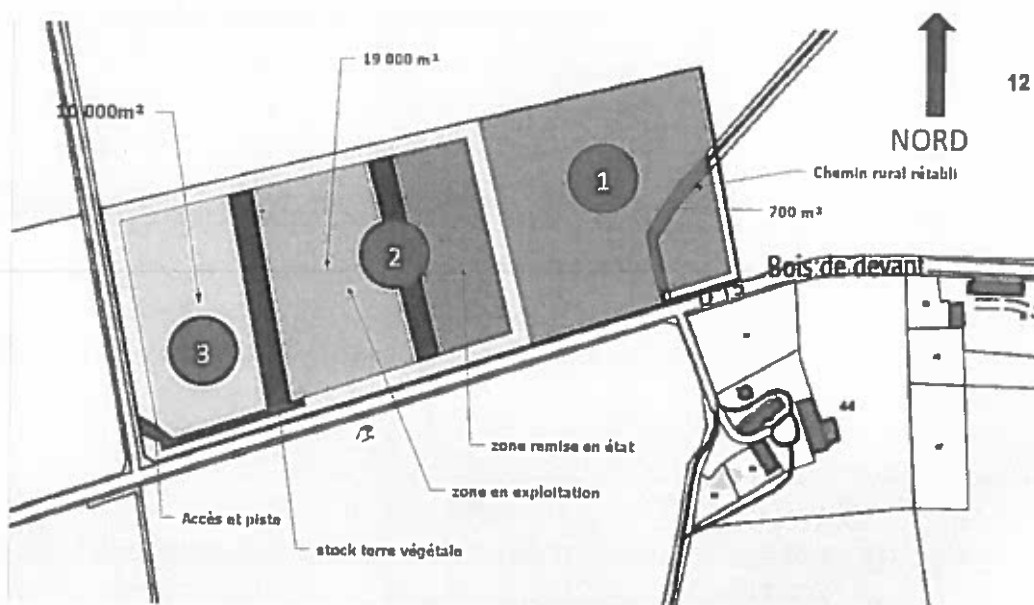
### Phase n° 1



### Légende :

Couleur	Désignation
	Bande de 10 mètres non exploitée
	Zone en culture non encore exploitée
	Stockage de terre végétale issue de la zone en exploitation
	Zone en exploitation
	Zone réaménagée remise en culture
	Accès de la carrière
	Chemin déplacé provisoirement

## Phase n° 2



## Phase n° 3

